**ARRÊTÉ**

portant démission

De ……………… *Nom Prénom*

………………………..……………… *emploi*

Le La Maire, Président(e), ……………..

|  |  |
| --- | --- |
|  | ……………….………………..………………… |

Vu le Code générale des collectivités territoriales

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Décret n°88-145 du 15 février 1988 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale

Vu l'arrêté du ... nommant ……………… *Nom Prénom* (emploi ...........),

**Ou**

Vu le contrat passé avec ……………… *Nom Prénom* en date du ...,

Vu la lettre en date du ……/……/…… par laquelle l'agent manifeste, sans équivoque, son intention de démissionner,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

La démission de ……………… *Nom Prénom* ………………………..……………… *emploi* est acceptée à compter du ……/……/…… compte tenu du préavis *(laisser uniquement la mention correspondant au cas de l’agent concerné) :*

* *8 jours de préavis dans le cas où l’agent a effectué une durée de service de moins de 6 mois,*
* *1 mois dans le cas où l’agent a effectué une durée de service comprise entre 6 mois et 2 ans,*
* *et 2 mois dans le cas où l’agent a effectué une durée de service supérieure ou égale à 2 ans).*

**ARTICLE 2 :**

……………… *Nom Prénom* sera rayé(e) des effectifs de la Commune à compter de cette date.

**ARTICLE 3 :**

Le/la DGS est chargé(e) de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à ……………… *Nom Prénom*

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté, peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de NANTES dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr/).

 Le présent arrêté sera

* Notifié à l’Intéressé(e),

 Et ampliation en sera communiquée :

* Au Receveur Municipal,
* à Madame la Présidente du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Maine-et-Loire.

Fait à ………..,

 Le …………,

 Le La Maire, Président(e), ……………..

Notifié le………….

Signature de l’agent